




Bilan – Région Picardie

Population au 01/01/2014 ¹	1 927 387		
Economie	<i>Niveau</i>	<i>Montant par hab.</i>	<i>Evolution depuis 2000 (%)</i>
PIB 2013	47 456 M€	24 637	-0,1
Emploi 2013	661 630	-	-1,7
Taux de chômage 2014	11,5%	-	+2,4 pts
Dépenses 2013	<i>Montant brut</i>	<i>Montant par hab.</i>	<i>Evolution depuis 2009 (%)</i>
Budget (dépenses réelles totales)	916,4	476 €	-5,1
Dépenses d'investissement (hors dette)	277,4	144 €	-6,7
Part des dépenses d'investissement dans les dépenses réelles totales (en %)			27,8
Recettes 2013	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Recettes fiscales	361,9	188	+2,6
Dotations et subventions	446,8	232	-0,3
Part de la dotation globale de fonctionnement dans les recettes réelles totales (en %)			26 %
Dette et financement 2013	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Encours de la dette	540,1	280	14,5
Capacité de désendettement (dette/ épargne brute)			3,7 

Source : Insee, Direction générale des collectivités locales, Insee, Institut Montaigne.

¹ Source : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=99&ref_id=t_0401R



DEMOGRAPHIE, EMPLOI, ATOUTS ECONOMIQUES	2
ÉCONOMIE : STRUCTURE ET DYNAMIQUES	3
TERRITOIRE ET INFRASTRUCTURES	3
LES DEPENSES.....	4
LES RECETTES.....	5
L'ENDETTEMENT	6

Démographie, emploi, atouts économiques

Une région défavorisée

La Picardie est l'une des régions les plus défavorisées de France. Avec un taux de pauvreté de 15,6%, un taux de chômage de 11,7% fin 2014 et un niveau de vie de 18 940€ par an, la région se situe très en dessous des moyennes nationales. En-dehors du Nord-Pas-de-Calais, son IDH (indice de développement humain) est le plus faible de France, notamment pour les indicateurs relatifs à l'éducation.

Un solde migratoire nettement négatif

Alors même que sa population est jeune et que la conjonction d'un indice de fécondité et d'un taux de natalité élevés lui assure un accroissement naturel important (+0,4% de contribution annuelle entre 2006 et 2013), la région présente un solde migratoire négatif (-0,2%). Il touche tout particulièrement les plus diplômés : la Picardie est en effet la troisième région la plus faible pour le nombre de natifs diplômés (22,4%), la moitié ayant élu domicile dans une autre région française.

Une économie toujours concentrée sur l'agriculture et l'industrie

La structure productive de l'économie picarde a vu ses spécificités s'atténuer au cours des dernières décennies mais l'agriculture et l'industrie y occupent toujours une place importante. L'industrie représente en effet 19% de la valeur ajoutée, soit quatre points de plus que la moyenne nationale. En 2014, 28% des Picards sont ouvriers, et ce malgré la croissance des emplois tertiaires, portée par les services de proximité, l'administration publique et le secteur médico-social.



Économie : structure et dynamiques

Des performances économiques détériorées depuis 20 ans

Dès avant la crise, la Picardie connaissait une tendance très défavorable par rapport aux autres régions françaises, avec une croissance de 0,1% entre 2000 et 2012 contre 1,2% en moyenne en France. Alors que son PIB par habitant représentait encore 85% de la moyenne métropolitaine en 1995, ce ratio était à peine supérieur à 75% fin 2013. Traduction de la paupérisation de la région, à la fin de l'année 2013, le PIB en volume par habitant avait diminué de 0,1% par an depuis 2000, alors qu'il augmentait de 0,5% en France métropolitaine.

La crise a renforcé cette dynamique négative : l'emploi a diminué en Picardie de 1,5% par an entre 2008 et 2013, contre 0,4% en France métropolitaine, notamment du fait du poids de l'industrie, qui a été particulièrement touchée par la crise. Le taux de chômage y atteint actuellement ses plus hauts niveaux historiques, autour de 11,5%, soit près de 2 points au-dessus de la moyenne métropolitaine.

Une économie qui ne montre pas de signe de reprise

En 2014, l'emploi salarié marchand a chuté de 1,4% en Picardie (contre -0,5% en France), et le nombre de créations d'entreprises continue de reculer, alors que la tendance s'est nettement inversée au niveau national. La conjoncture défavorable dans les secteurs de la construction (-8% de mises en chantier) et de l'industrie affecte particulièrement la région. Seuls l'agriculture et, dans une moindre mesure, le transport et le tourisme ont su résister à la crise.

Territoire et infrastructures

Un territoire de contrastes en quête de spécialisation

D'importantes disparités territoriales existent au sein de la région. D'un côté, l'Aisne (en particulier la région de Saint-Quentin) et dans une moindre mesure la Somme (notamment la zone de Soissons) concentrent les difficultés sociales, essentiellement en raison de la désindustrialisation : dans l'Aisne, le taux de pauvreté est de 18,7%, le taux de chômage de 14,1%. De l'autre, l'Oise présente des indicateurs en phase avec la moyenne nationale et capte depuis plusieurs décennies l'essentiel de la croissance démographique picarde (83% depuis 1975), notamment autour des pôles de Compiègne et de Beauvais.



La proximité de l'Ile-de-France ne bénéficie pas à toute la région

Alors que les caractéristiques du nord de la région la rapprochent du Nord-Pas-de-Calais, l'Oise bénéficie d'un dynamisme lié à la proximité de l'Ile-de-France, dont témoigne la concentration de richesses, à l'échelle régionale, dans les zones périurbaines aisées de l'aire urbaine parisienne qu'habitent des travailleurs franciliens.

Les dépenses

Une dépense élevée mais qui se rapproche de la moyenne nationale

Les dépenses globales de la région Picardie ont été réduites à un rythme annuel moyen de 1,9% par an entre 2009 et 2013. Toutefois, après le recul enregistré les trois premières années (-1,6% en 2010, -2,8% en 2011 et -4,3% en 2012), la dépense de la région a fortement rebondi en 2013 (+11,5%), sous l'effet d'une forte hausse de l'investissement. Le compte administratif 2014 prévoit une nouvelle baisse du total des dépenses de 3,4% par rapport à 2013.

La population ayant stagné, la différence avec la métropole en termes de dépenses par habitant a quasiment diminué de moitié, de 96,2 à 55,6 €. Avec un niveau de 476 € par habitant, la Picardie reste néanmoins fin 2013 la deuxième région métropolitaine la plus dépensière après le Limousin.

Rationalisation des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont diminué de près de 2% par an en moyenne entre 2009 et 2013. En cumulé sur 2010-2012, elles ont contribué pour environ 6 points au recul des dépenses de la région. Toutefois, les années 2013 et 2014 remettent en cause cette tendance puisque les dépenses de fonctionnement ont progressé de 2,6% par rapport à 2012. Fin 2013, la Picardie occupait encore le second rang des régions les plus dépensières en la matière : 305€ par habitant contre 262 € en moyenne nationale.

La part des frais de personnel dans les dépenses de fonctionnement a progressé de 2,5 points depuis 2009, ce qui place désormais la Picardie dans la moyenne haute des régions de métropole. Ces dépenses ont respectivement crû de 3,2% et 2,8% en 2010 et en 2011, puis de seulement 0,6% en 2012, soit une moyenne annuelle de 2,1%. Depuis l'achèvement des transferts de personnels techniques liés aux transferts de compétences, les dépenses sont davantage maîtrisées.



Forte baisse de l'investissement

L'investissement s'est replié de 3,5% par an en moyenne entre 2009 et 2014, alors que les économies réalisées sur le fonctionnement avaient pourtant permis d'accroître significativement l'épargne brute. Dans un premier temps, l'investissement a reculé de 30% entre 2009 et 2012, avant un rebond de près de 40% en 2013, puis une nouvelle chute de 13% en 2014.

Entre 2009 et 2012, la baisse a été particulièrement marquée dans les dépenses relevant des compétences exclusives de la région, celles-ci ayant été divisées par deux. Au total, les dépenses d'investissement ont contribué pour près de 3,5 points au recul de la dépense entre 2010 et 2014.

Réduction de la part des compétences exclusives de la région

Le poids cumulé de l'enseignement, de la formation professionnelle et des transports représentait 68,4% des dépenses prévues en 2009, contre 64,6% dans le budget primitif 2014, soit une baisse de 3,8 points. Ces niveaux élevés s'expliquent notamment par l'importance et le coût du réseau ferroviaire picard, qui s'étend sur plus de 1 500 km de lignes et comprend 65 gares et 110 points d'arrêts non gérés. Fin 2012, la région versait environ 150 M€ à la SNCF, soit plus de la moitié des montants de l'action transports, qui représente environ 270 M€ de dépenses. La tendance baissière s'explique par la diminution du poids de la formation professionnelle et de l'apprentissage (-1,7 pts) ainsi que de l'enseignement.

Les recettes

Marges de manœuvre fiscales réduites

Le pouvoir fiscal de la région Picardie porte sur moins de 10% des recettes, les recettes issues de la fiscalité locale ayant diminué de 17% en 2011 avant de croître de 4% en deux ans. La région Picardie a décidé, dès 2011, d'utiliser toutes les marges disponibles sur les taux. D'autres marges existent sans doute sur la taxe sur les immatriculations. D'après la chambre régionale des comptes, la région Picardie pratique un tarif faible de 29 €, contre 34,5 € pour la moyenne nationale. L'attractivité de la région pour les sièges d'entreprises de location de voiture la place au 6^{ème} rang national pour les recettes de cartes grises.

Des dotations pour compenser les pertes de recettes

En 2011, la région a reçu environ 25 M€ supplémentaires de l'État afin de compenser la perte nette liée à la suppression de la taxe professionnelle. Depuis, le niveau des dotations dans les recettes hors emprunts est stable, autour de 53%.



Conséquence de la création d'une dotation nouvelle, en 2011, la part de la DGF dans le total des dotations a diminué d'environ 3 points. A la fin de l'année 2013, la DGF représentait 50% du total des dotations et 37% des dépenses de fonctionnement. La diminution de la dotation d'investissement reflète le très faible niveau du FCTVA, passé de 30 à 10 M€, en raison de la baisse des dépenses d'équipement au cours des années précédentes. Toutefois, comme en Nord-Pas-de-Calais, la DRES (dotation régionale d'équipement scolaire) est stable, autour de 50 M€, ce qui ne reflète pas le fort recul de l'investissement dans les lycées, qui a été divisé par 2 depuis 2010 (de 80 à 40 M€).

L'endettement

La réduction du besoin de financement, conjugué à des emprunts en baisse jusqu'à un niveau nul en 2013, avaient permis d'aboutir à un désendettement de 40 M€ en 2013. Selon la chambre régionale des comptes, la région a voulu, certaines années, anticiper la hausse des taux en souscrivant des emprunts au-delà de son besoin de financement, auprès de la Banque européenne d'investissement. Pour l'année 2014, le CESER évoque une hausse de 23 M€ de l'endettement pour l'année 2014. Cela fait suite à une forte diminution de l'épargne brute, passée de 19,4 à 15,7 % des recettes de fonctionnement.

Des conditions de financement globalement favorables

La région Picardie a réussi à stabiliser son taux moyen. Elle s'endette à 60% à taux fixes, selon les rapports fournis dans le cadre du programme d'émission de billets de trésorerie. Fin 2013, les emprunts structurés ne représentaient que 7,1% de l'encours de dette, soit un total inférieur à 50 M€, la totalité d'entre eux étant conformes à la charte Gissler et donc considérés comme « non-toxiques ».

Une soutenabilité en constante amélioration jusqu'en 2013

Grâce aux efforts budgétaires réalisés et au faible recours à l'emprunt, la capacité de désendettement de la région s'est significativement améliorée entre 2009 et 2013, passant de 6,9 à 3,7, grâce à une épargne brute en nette amélioration. Dans son avis de juin 2015, le CESER évoque toutefois un passage à 4,9 ans en 2014 suite à la dégradation de l'épargne brute.